



DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE – DÉPARTEMENT ÉLECTRICITÉ

NETTOYAGE INDUSTRIEL DES ESPACES TECHNIQUES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ACCORD-CADRE 26F012

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1. Objet de l'accord-cadre	5
1.2. Allotissement	5
1.3. Procédure et forme de l'accord-cadre	5
1.4. Durée de l'accord-cadre	5
1.5. Montant de l'accord-cadre	5
1.6. Lieux d'exécution	5
1.7. Prestations similaires	6
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	6
2.1. Pièces particulières	6
2.2. Pièces générales	6
2.3. Pièces fournies par le titulaire	7
ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	7
3.1. Acheteur	7
3.2. Représentant du titulaire	7
3.3. Responsabilité du titulaire	7
3.4. Formes des notifications entre les parties	8
3.5. Reprise du personnel	8
ARTICLE 4 - Prix	8
4.1. Caractéristiques des prix	8
4.2. Contenu des prix	8
4.3. Variation des prix	9
4.4. Prestations fournies gratuitement au titulaire	10
4.5. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	10
ARTICLE 5 - Modalités de règlement	10
5.1. Modalités de facturation	10
5.2. Mode de règlement	10
5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	10
5.4. Répartition des paiements en cas de groupements ou de sous-traitance	10
5.5. Présentation des demandes de paiement	11
ARTICLE 6 - Sous-traitance	11
6.1. Désignation de sous-traitants en cours d'exécution	11
6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	12

6.3. Non déclaration d'un sous-traitant	12
ARTICLE 7 - AVANCE	12
ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX	13
ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ	13
ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	13
10.1. Responsabilité	13
10.2. Assurances	14
ARTICLE 11 - conditions d'exécution des prestations	14
11.1. Modalités d'émission des bons de commande	14
11.2. Durée des bons de commande	15
11.3. Contenu des bons de commande	15
11.4. Modification ou annulation d'un bon de commande	15
11.5. Emission des devis	15
11.6. Délais d'exécution	16
11.7. Interventions en urgence	16
11.8. Engagements environnementaux	16
11.9. Gestion des déchets	17
11.10. Engagements sociaux	17
ARTICLE 12 - opérations de vérifications et d'Admission DES PRESTATIONS	17
12.1. Obligation du titulaire	17
12.2. Opérations de vérifications	18
12.3. Admission	18
12.4. Suivi d'exécution des prestations	18
12.5. – Qualité des prestations	18
ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN	18
ARTICLE 14 - ÉVALUATION DU TITULAIRE	19
ARTICLE 15 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ	19
ARTICLE 16 - PÉNALITÉS	19
16.1. Pénalités en cas de retard	19
16.2. Autres pénalités :	20
16.3. Exécution aux frais et risques	21
ARTICLE 17 - RÉSILIATION- LITIGES- LANGUES	21
17.1. Résiliation	21
17.2. Litiges et langues	21
ARTICLE 18 - confidentialité	22

ARTICLE 19 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	22
ARTICLE 20 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	22

ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation du nettoyage industriel des 656 espaces et locaux techniques en lien avec les départements électricité, génie climatique (CVC), maîtrise d'œuvre, audiovisuel (AV) de la direction des affaires immobilières et du patrimoine (DAIP) et la direction du système d'information (DSI) de l'Assemblée nationale.

Compte tenu de la nature des installations concernées et du caractère sensible que revêt le périmètre du présent accord-cadre, le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Les prestations attendues, leurs conditions de réalisation ainsi que les contraintes particulières spécifiques aux locaux concernés sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

1.3. Procédure et forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 et R. 2162-1 à R. 2162-14 du code de la commande publique (CCP).

Cet accord-cadre revêt la forme d'un marché mono-attributaire, à prix mixte. Il comporte une partie à prix forfaitaire et une partie à bons de commande

L'acheteur émet les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

1.4. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter de la date de notification.

1.5. Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant annuel maximum de 100 000 € TTC sur 4 ans en application de l'article R.2162-4 du code de la commande publique (CCP).

1.6. Lieux d'exécution

Les prestations du présent accord-cadre seront exécutées dans les différents bâtiments de l'Assemblée nationale du 7^e arrondissement de Paris, suivants :

- Palais-Bourbon (126 et 128 rue de l'Université) ;
- 3 rue Aristide Briand ;
- 110 rue de l'Université ;
- 95 rue de l'Université ;
- L'ensemble immobilier de Jacques Chaban Delmas (101 rue de l'Université, 32 rue Saint-Dominique, 103 rue de l'Université) ;

- L'ensemble immobilier Olympe de Gouges (33 rue Saint Dominique (Las Cases) et 35 rue Saint Dominique) ;
- 233-235 boulevard Saint-Germain.

1.7. Prestations similaires

L'Assemblée nationale se réserve le droit de recourir à un marché de service sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

1.8. Dérogation au principe de non-exclusivité

Il est à noter que des marchés relatifs à du nettoyage dans des espaces techniques pourront être conclus en dehors du présent accord-cadre dès lors que des spécificités techniques, particulièrement complexes et/ou majoritairement non prévues par le présent accord-cadre, nécessitent une remise en concurrence ad hoc, sans pour autant qu'il soit interdit au titulaire du présent accord-cadre d'y répondre.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- L'AE (acte d'engagement) de l'accord-cadre établi conformément au modèle joint, dûment complété et signé électroniquement ainsi que ses annexes dont les annexes financières (décomposition du prix forfaitaire et bordereau des prix unitaires) ;
- Le présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières) et son annexe, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi ;
- Les ordres de service valant bons de commande émis par le directeur de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine.

2.2. Pièces générales propres à l'Assemblée nationale

- Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de la direction des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale (CCG-AN) ;
- La charte graphique de l'Assemblée nationale;

2.3. Autre pièce générale

- Le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version connue à la date de publication du présent marché ; ce document n'est pas joint au présent marché mais est réputé être connu par le titulaire.

2.4. Pièces fournies par le titulaire

- Le mémoire technique présenté sous la forme d'un cadre de réponse technique (CRT) ;
- Les fiches techniques des matériels proposés et produits utilisés, remises par le titulaire à l'appui de son offre.

Ces documents, dont les exemplaires conservés par l'administration font seuls foi, sont hiérarchisés : en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre où elles sont mentionnées.

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1. Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par le chef du département Électricité ou son représentant.

3.2. Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 7 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.3. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Ce rapport est transmis par courriel au représentant de la personne publique.

3.4. Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

3.5. Reprise du personnel

Les conditions d'application n'étant pas réunies, le titulaire n'est pas soumis à l'obligation de reprise des salariés prévue à l'article L. 1224-1 du code du travail.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Caractéristiques des prix

L'accord-cadre est traité à prix mixte tels qu'ils figurent :

- dans la décomposition du prix forfaitaire (DPF) de l'accord-cadre :
- dans le bordereau de prix unitaire (BPU) de l'accord-cadre.

4.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais (études, approvisionnement, déplacement, moyens de protection individuelle et/ou collective, etc.), main d'œuvre, fournitures, matériels, mesures de protection sanitaire, charges et sujétions du titulaire. Ils sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant les prestations.

L'ensemble des matériels et consommables nécessaires à l'exécution du marché est à la charge du titulaire, sauf lorsqu'il est expressément mentionné que l'Assemblée nationale les prend à sa charge.

Ils sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu des prestations. À ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

4.3. Détermination des prix

Les prix de la partie forfaitaire (DPF) sont forfaitaires définitifs. Ils sont indiqués dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre.

Les prix de la partie à bons de commande (BPU) sont unitaires définitifs.

Les prestations sont rémunérées par application aux quantités commandées et exécutées des prix unitaires HT fournis par le titulaire à l'appui de son offre, majorés des taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Les prix unitaires sont réputés conclus en « coût complet » : ils comprennent l'ensemble des frais afférents à l'exécution des prestations définies au CCTP et dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

En application de l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée à la date limite de remise des offres.

4.4. Variation des prix

Les prix renseignés dans la décomposition du prix forfaitaire (DPF) et au bordereau des prix unitaires sont révisés à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre appelé « mois zéro ».

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

$$P' = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (0,5 \times NMPu' / NMPu_0) + (0,5 \times ICH' / ICH_0))$$

Où :

P ₀	représente le prix initial de l'accord-cadre (« mois zéro »)
P'	représente le prix révisé à la date anniversaire de l'accord-cadre
NMPu ₀	représente la valeur du dernier indice définitif publié des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.22 – Autres services de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel (Insee n° 010546200) au « mois zéro »
NMPu'	représente la valeur du dernier indice définitif publié des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.22 – Autres services de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel (Insee n° 010546200) à la date anniversaire de l'accord-cadre
ICH ₀	représente la valeur du dernier indice définitif publié du coût horaire du travail révisé – ICHTrev-TS – « Services administratifs, soutien » au « mois zéro »
ICH'	représente la valeur du dernier indice définitif publié du coût horaire du travail révisé – ICHTrev-TS – « Services administratifs, soutien » à la date anniversaire de l'accord-cadre

Arrondis : lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs seront effectués avec au maximum quatre décimales et arrondis au millième supérieur

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement sera utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice sera proposé au titulaire ; celui-ci aura la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu sera réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci pourra proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale reviendra alors à l'acheteur, qui communiquera l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

Afin de suivre la bonne révision des prix pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire remettra, la semaine suivant la date d'anniversaire de notification de l'accord-cadre, un document reprenant la totalité des prix du BPU, coefficient de révision appliqué.

Après accord de l'Assemblée nationale, les prix ainsi révisés s'appliqueront sur la nouvelle année d'exécution.

4.5. Prestations similaires

L'acheteur pourra recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu par l'article R. 2122-

7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum de l'accord-cadre.

4.6. Prestations fournies gratuitement au titulaire

Outre les facilités dont bénéficie le titulaire pour l'exécution des prestations et son installation dans les conditions prévues dans le CCTP et le CCG-AN, l'Assemblée nationale fournira à titre gratuit les prestations suivantes : eau et électricité, aux points de branchement indiqués.

4.7. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

ARTICLE 5 - MODALITES DE RÉGLEMENT

5.1. Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées trimestriellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de mois. Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- La date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;
- Le prix unitaire HT de chaque prestation ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- Le montant total TTC des prestations ;
- Le nom du service destinataire de la prestation ;
- La date et l'adresse de facturation.

5.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage, conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

5.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable public assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

5.4. Répartition des paiements en cas de groupements ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

5.5. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale pourra appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, l'accord-cadre pourra être résilié.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

6.1. Désignation de sous-traitants en cours d'exécution

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément devra être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4¹ (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
 - ☐ la désignation précise des prestations sous-traitées,
 - ☐ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
 - ☐ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
 - ☐ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
 - ☐ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;

¹ Modèle disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;
8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

daip.marches@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Tout dossier incomplet ne sera pas traité. Le délai des 21 jours, sera suspendu jusqu'à ce que le dossier complet soit transmis et validé par le service concerné.

6.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents seront adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnées.

6.3. Non déclaration d'un sous-traitant

Conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG-FCS, la déclaration d'un sous-traitant et son agrément par l'Assemblée nationale doivent impérativement avoir lieu préalablement toute intervention sur le chantier.

En cas de non déclaration dûment constatée, le titulaire de l'accord-cadre se verra infliger la pénalité prévue à l'article 16 du présent CCAP.

ARTICLE 7 - AVANCE

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique, à savoir pour chaque bon de commande supérieurs à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance interviendra dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande (ou à 50% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

ARTICLE 8 - ACCÈS AUX LOCAUX

L'accès aux locaux est réservé aux personnels du titulaire expressément autorisés par l'Assemblée nationale, qui leur délivre le cas échéant un titre d'accès personnel. Ce badge doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Le personnel du titulaire doit toujours se conformer strictement aux consignes et directives de sécurité émises par l'Assemblée nationale.

Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de 4 jours ouvrables. Ce délai devra être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

ARTICLE 9 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

10.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;

- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

10.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1. Modalités d'émission des bons de commande

Les bons de commande passés sur le fondement du présent accord-cadre sont conclus en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Ils seront émis au fur et à mesure de la survenance des besoins et seront remis par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les bons de commande sont établis par la direction des Affaires immobilières et du patrimoine de l'Assemblée nationale selon ses besoins, sans limite de montant minimum et avec un maximum de 100 000 € TTC sur la durée totale de l'accord-cadre. Ils prennent la forme d'un « ordre de service ».

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou son représentant.

Les parties pourront convenir que la transmission par courrier électronique constitue un moyen de donner date certaine.

Le titulaire établira, à la demande des représentants de l'Assemblée nationale, des devis sur la base du bordereau des prix unitaires. Les demandes d'intervention sont effectuées par courriel.

Les commandes sont passées après transmission, par le titulaire, de la valorisation de la prestation au département électricité.

Si l'offre du titulaire est acceptée, l'Assemblée nationale notifie au titulaire son acceptation en lui adressant un ordre de service valant bon de commande, dûment signé, par courrier électronique.

Le titulaire accuse bonne réception de la notification du bon de commande par retour de courriel aux représentants du Département électricité.

En cas de désaccord sur la définition des prestations, l'Assemblée nationale peut demander au titulaire d'établir une nouvelle offre qui doit être remise dans un délai maximum d'un jour ouvré. Si l'offre modifiée est acceptée par l'Assemblée nationale, le bon de commande est notifié au titulaire selon les modalités précitées.

11.2. Durée des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Ils sont exécutoires même après la fin des délais contractuels du marché dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulée aux bons de commande ne dépasse pas un délai de deux mois (60 jours calendaires).

11.3. Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- l'adresse de facturation ;
- la désignation précise et détaillée des prestations ;
- la désignation du lieu d'exécution le cas échéant ;
- la quantité commandée, majorée, le cas échéant, du coefficient en cas de prestations de nuit et jours fériés (cf. BPU)
- les prix unitaires H.T de chaque prestation ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- tout autre renseignement utile.

Seuls les bons de commande signés par le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou son représentant peuvent être honorés par le titulaire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la DAIP dans un délai de 24 heures ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande.

11.4. Modification ou annulation d'un bon de commande

L'Assemblée nationale peut à tout moment annuler ou modifier un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution.

En cas d'annulation ou de suspension d'un bon de commande, sans faute du titulaire, ce dernier peut adresser à l'Assemblée nationale une demande de dédommagement relative aux dépenses engagées par lui dans le cadre de cette commande. La demande est examinée puis modifiée, acceptée ou rejetée par l'Assemblée nationale au vu du mémoire transmis à son appui et accompagné des originaux des justifications afférentes. La demande de paiement est examinée et acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

11.5. Emission des devis

Pour les demandes hors BPU, l'acheteur transmet ses demandes de devis par messagerie électronique au titulaire, qui doit y répondre dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de transmission.

La durée de validité du devis est de trente (30) jours à compter de sa date d'envoi.

Les devis du titulaire comportent :

- les nom et adresse du titulaire ;
- un identifiant et une date ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro de l'accord-cadre) ;
- la référence du devis ;
- le service émetteur de la demande de prestation ;
- la désignation de la prestation (par référence à l'annexe financière de l'acte d'engagement) ;
- le prix unitaire hors taxe des fournitures, avant et après remise ;
- le taux de remise appliqué ;
- les quantités associées et le prix total par ligne ;
- le montant total hors taxes des prestations ;
- le taux et le montant des taxes appliquées au montant des fournitures ;
- le montant toutes taxes comprises des prestations, la date ainsi que le lieu d'exécution ;
- la signature de la personne habilitée à engager la société.

11.6. Délais d'exécution

Les délais d'intervention et d'exécution sont précisés dans les bons de commande concernés.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception du bon de commande, transmis par l'Assemblée nationale pour faire valoir toute réclamation sur son impossibilité à respecter les délais indiqués. En l'absence de réclamation dans le délai imparti, les conditions d'exécution précisées dans le bon de commande sont réputés acceptées par le titulaire.

11.7. Interventions en urgence

Lorsque les bons de commande émis par l'Assemblée nationale indiquent que les prestations demandées constituent une intervention en urgence, le titulaire s'engage à mettre immédiatement en œuvre l'ensemble des moyens dont il dispose dans les meilleurs délais.

Dans tous les cas, le délai d'intervention sur site pour la réalisation des prestations demandées en urgence doit être inférieur à 24 heures.

11.8. Engagements environnementaux

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5.

Les véhicules légers (PTAC \leq 3,5 t) utilisés auront un seuil d'émissions de CO₂ de 110g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole

liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations seront exécutées autant que faire se peut à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;
- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 6 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO2 », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

11.9. Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir soient effectuées conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire dans un délai de quatre semaines, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation (bordereaux de suivi des déchets dangereux), qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux (cf. article 3.4 du CCTP).

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets dans le délai susmentionné, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé par l'article 16 du présent CCAP.

11.10. Engagements sociaux

Il est souhaité que le titulaire mette en place, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail.

ARTICLE 12 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

12.1. Obligation du titulaire

Conformément à l'article 3.2.1 du CCTP, le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre et sous réserve de causes imputables à l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'engage à satisfaire aux exigences de qualité, de présentation et de conditionnement décrites dans les documents contractuels. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner le rejet des fournitures et peut avoir pour conséquence la résiliation de l'accord-cadre.

Tout manquement du titulaire aux engagements souscrits (notamment un retard de livraison ou une livraison non-conforme) lui sera signalé par courrier avec avis de réception et pourra faire l'objet des pénalités et sanctions.

En cas d'indisponibilité d'un produit, le titulaire s'engage, avec l'accord de l'administration, à fournir un article équivalent ou de qualité supérieure au prix du produit initial dans un délai de cinq jours (5) jours.

Le titulaire a la charge de toutes les formalités relatives aux livraisons. Le titulaire déclare disposer pour ses véhicules et les moyens logistiques de l'ensemble des agréments et certifications nécessaires.

12.2. Opérations de vérifications

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation du pouvoir adjudicateur, par le chef du département Électricité ou son représentant. Elles ont lieu sur place, à l'initiative du responsable du département Électricité ou de son représentant.

12.3. Admission

Si la qualité d'exécution des prestations appelle des réserves, le chef du département Électricité ou son représentant pourra demander au titulaire de procéder à des actions correctives.

À la suite des opérations de vérification, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par le directeur des Affaires immobilières et du patrimoine ou son représentant selon les dispositions prévues par les articles 30 et suivants du CCAG-FCS.

12.4. Suivi d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur organisera des réunions avec le titulaire pour s'assurer de la bonne exécution des prestations, à compter du démarrage des prestations et établira un rapport annuel conformément aux articles 6.1 du CCTP.

12.5. – Qualité des prestations

Le titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent accord-cadre. Le suivi qualité de la mission s'effectuera avec l'interlocuteur privilégié désigné par le Titulaire.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre ou ses marchés subséquents en cours d'exécution, dans la limite des besoins rendus nécessaires par l'évolution du périmètre d'intervention, du lieu d'exécution ou des conditions matérielles d'exercice des prestations, liés notamment à l'intégration d'un nouvel immeuble sis 15 Quai Anatole France, dans le courant de l'année 2027.

Ces modifications pourront porter, sans que cette liste soit limitative, sur :

- la modification du lieu d'exécution des prestations ;
- l'ajout, la suppression ou l'adaptation de prestations rendues nécessaires par ces évolutions ;
- l'ajustement des modalités logistiques ou techniques induites par l'intégration d'un nouveau site.

L'Assemblée nationale informera le titulaire au moins trois mois à l'avance de son intention de modifier l'accord-cadre. La mise en œuvre de tout ou partie de ces stipulations fera l'objet d'un avenant précisant les prestations concernées, les délais d'exécution et les ajustements tarifaires correspondants.

Les conditions de facturation et de paiement resteront inchangées, sauf stipulations contraires prévues dans l'avenant.

ARTICLE 14 - ÉVALUATION DU TITULAIRE

Outre les évaluations réalisées au titre du contrôle des prestations, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'évaluer le titulaire sur le respect de ses engagements et du niveau de qualité des prestations.

Cette évaluation s'inscrit dans le cadre de la procédure d'évaluation des fournisseurs de l'Assemblée nationale. Elle est menée au travers d'une fiche d'évaluation, conforme aux standards de l'Assemblée nationale. Le déclenchement et le pilotage de cette évaluation sont sous la responsabilité unique de l'Assemblée nationale. Les résultats sont communiqués au titulaire afin qu'il propose et mette en œuvre les actions requises sur les points d'amélioration identifiés.

ARTICLE 15 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il ne sera pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 16 - PÉNALITÉS

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution sauf si elle résulte d'un cas de force majeure ou encore si elle résulte du fait de l'Assemblée nationale.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale pourra appliquer de plein droit, sans mise en demeure préalable et sur simple constat, les pénalités suivantes :

16.1. Pénalités en cas de retard

Intitulé de la pénalité	Montant	Unité
Retard dans la réalisation d'une visite ou dans l'établissement des devis (article 11.5 du présent CCAP)	200 euros	Par jour ouvrables de retard

Retard dans la remise d'un compte rendu spécifique aux trois salles informatiques au regard du délai indiqué à l'article 4.3 du CCTP	50 euros	Par jour ouvrables de retard
Retard dans la remise d'un rapport annuel de maintenance au regard du délai indiqué à l'article 6.1 du CCTP	50 euros	Par jour ouvrables de retard
Retard dans l'exécution des prestations au regard des délais indiqués dans le bon de commande	200 euros	Par jour ouvrables de retard
Retard dans le démarrage des prestations urgentes au regard du délai indiqué à l'article 11.7 du présent CCAP	50 euros	Par heure de retard
Retard dans la remise des bordereaux de suivi des déchets dangereux au regard du délai indiqué à l'article 11.9 du CCAP	500 euros	Par jour calendaire jusqu'à régularisation

16.2. Autres pénalités :

Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets dangereux en application des dispositions de l'article 11.9 du présent CCAP et de l'article 3.4 du CCTP	500 € (par jour calendaire jusqu'à régularisation)
Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures	500 € Par cas constaté
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	1000 € Par cas constaté
Manquement à la protection des données à caractère personnel (par cas constaté)	500 € (par jour calendaire jusqu'à régularisation)
Tout manquement aux obligations de confidentialité et de protection des données à caractère personnel prévues aux articles 18 et 19 du présent CCAP	1 000 €
Non déclaration d'un sous-traitant	5000 € (par cas constaté)
Absence injustifiée à toute réunion à laquelle le titulaire est convoqué	100 euros Par cas constaté
Non fourniture des habilitations prévues dans le CCTP	100 euros Par jour de retard
Non fourniture des fiches techniques de matériels et produits utilisés	200 euros Par cas constaté
Exécution défectueuse ou absence d'exécution de l'une des prestations. <i>Les manquements précités font l'objet d'un constat effectué par écrit et de manière contradictoire par l'Assemblée nationale et le responsable du titulaire</i>	300 euros Par cas constaté
Manquement à la sécurité des personnes (travaux dangereux pour les compagnons et / ou les biens) ou des biens (notamment défaut de permis de feu et / ou de moyen de lutte contre l'incendie)	1 500 euros Par cas constaté

➤ **Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont cumulables.

Les pénalités de retard sont plafonnées à 30% du montant total en € HT du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

16.3. Exécution aux frais et risques

De manière générale, toute prestation, mal exécutée ou exécutée avec retard, donnera lieu à des opérations correctrices dans les délais définis conjointement par le titulaire et les représentants de l'Assemblée nationale.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 17 - RÉSILIATION- LITIGES- LANGUES

17.1. Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement ».

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

17.2. Litiges et langues

Les documents et correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

En cas de litige, la loi française est la seule applicable.

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L.2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif de Paris sera le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité concernant leur activité dans les locaux de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative aux dispositions architecturales et techniques des bâtiments et à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de la réalisation de ce marché. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Les photographies, plans et schémas de principe des bâtiments et des installations techniques sont propriétés de l'Assemblée nationale et ne peuvent être communiqués que sur autorisation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent marché, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au directeur des Affaires immobilières et du patrimoine.

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture du marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

ARTICLE 19 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 32 du CCAG-FCS.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

ARTICLE 20 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-FCS.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 10.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- Les articles 11.3 et 11.6 dérogent à l'article 3.7.2 du CCAG.
- L'article 12.2 déroge aux articles 27.1 du CCAG.
- L'article 16 déroge à l'article 14.1 du CCAG.